



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

**BURUNDI | UNE SOCIO-ECONOMIE DELABREE DANS
UNE GOUVERNANCE INSOUCIANTE**



**Rapport sur la gouvernance et les droits
économiques et sociaux au Burundi**

mai 2024

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	i
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	ii
INTRODUCTION	1
I. DE LA GOUVERNANCE SOCIO-ECONOMIQUE.....	1
I.1. De la rareté des devises : cas du dollar américain	1
I.2. Du problème de carburant et ses conséquences.....	2
I.3. De la pénurie et cherté du sucre.....	6
I.4. De la pénurie des produits BRARUDI	7
I.5. Rareté du charbon de bois de cuisson.....	8
II. TRAVAUX COMMUNAUTAIRES OU TRAVAUX FORCES:	9
CAS DE MURAMVYA	9
III. LES CONFLITS FONCIERS	10
III.1. Expropriation foncière abusive teintée de menaces d’emprisonnement par le SNR	10
III.2. Conflits fonciers sensibles au genre.....	11
IV. SANTE	15
V. JUSTICE.....	15
VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	17

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BRB	: Banque de la République du Burundi
BRARUDI	: Brasserie et Limonaderies du Burundi
CDS	: Centre de santé
Cl	: Centilitre
CNDD-FDD	: Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie
Fbu	: Franc burundais
FORSC	: Forum pour le Renforcement de la Société Civile
Kg	: Kilogramme
OBR	: Office Burundais des Recettes
SNR	: Service National de Renseignement
SOSUMO	: Société Sucrière du Moso
TGI	: Tribunal de Grande Instance

INTRODUCTION

Le Burundi se trouve dans une situation socio-économique précaire, et signaux réels ou pointant à l'horizon ne sont pas rassurants. Il se fait remarquer une pénurie inquiétante et persistante des produits déterminant pour la vie de la nation burundaise. La pénurie des devises, la pénurie du carburant, celle des produits de première nécessité avec son lot de conséquences néfastes sur la vie de la population du pays, telles sont les principales articulations de notre rapport.

Des discours non rassurants véhiculés par certains officiels ne sont pas de nature à faire espérer des lendemains meilleurs à la population burundaise.

I. DE LA GOUVERNANCE SOCIO-ECONOMIQUE

La gouvernance socio-économique au Burundi est actuellement délabrée à plus d'un titre comme le laissent voir les considérations suivantes:

I.1. De la rareté des devises : cas du dollar américain

Depuis un certain temps, le Burundi connaît un manque persistant des devises. Ceux qui les cherchent ne les trouvent pas et ceux qui les possèdent les acheminent au marché noir auprès des cambistes. Sur ce marché noir, les changeurs de monnaies travaillent dans la peur car sont-ils exposés aux arrestations des agents de la police nationale ou de ceux du service national de renseignement. Les rares maisons de change qui travaillent sont contraintes d'appliquer le taux de change exigé par la BRB, et si elles passent outre, elles s'exposent à des sanctions comme la fermeture de leurs bureaux et la saisie de leurs capitaux. Dans une situation de carence ou absence de devises, c'est tous les aspects de la vie nationale qui sont touchés.

L'absence des devises ou tout au moins leur pénurie est un défi majeur que le gouvernement burundais doit relever, car c'est la principale cause du manque de presque tous les produits de 1^{ère} nécessité comme le carburant, les médicaments, les matières 1^{ères} pour la fabrication ou l'importation de différents produits.

Ci-après les taux de change en dollars dans quelques localités du Burundi:

Dollar vs BIF					
Province	Achat officiel	Achat marché noir		Vente officielle	Vente marché noir
Bujumbura	2856,8509Fbu	6000 à 6200Fbu		2902,9291Fbu	6500 à 7000Fbu
Gitega	2856,8509Fbu	5000 à 6000Fbu		2902,9291Fbu	6500 à 6800Fbu
Ngozi	2856,8509Fbu	5500 à 6000Fbu		2902,9291Fbu	6500 à 7000Fbu
Kayanza	2856,8509Fbu	5500 à 6000Fbu		2902,9291Fbu	6500 à 7000Fbu
Rumonge	2856,8509Fbu	5500 à 6000Fbu		2902,9291Fbu	6200 à 6500Fbu
Cibitoke	2856,8509Fbu	6000 à 6400Fbu		2902,9291Fbu	6500 à 6800Fbu
Muyinga	2856,8509Fbu	5800 à 6000Fbu		2902,9291Fbu	6.100 à 6500Fbu
NB: Le taux de la BRB est aujourd'hui à 2854Fbu, il est à 6000Fbu et plus sur le marché noir.					

I.2. Du problème de carburant et ses conséquences

Depuis plus de 2ans, le carburant pose problème au Burundi. Dans des rares cas, il est approvisionné à compte gouttes. Dans différents chefs-lieux des provinces y compris les capitales du Burundi, Bujumbura et Gitega, il arrive qu'une semaine ou deux s'écoulent sans qu'il y ait une seule station service approvisionnée en ce produit incontournable pour la vie du pays.

Dans des conditions pareilles, les utilisateurs des engins nécessitant le carburant se rabattent sur le marché noir pour s'approvisionner en ces produits. Tout en précisant qu'au mois de février 2024, le gouvernement du Burundi a revu à la baisse les prix des produits pétroliers, rien n'a changé quant à son approvisionnement.

I.2.1. Tableau des prix officiels(en Fbu) de l'essence comparés à ceux du marché noir

Province	Prix officiels	Marché noir	Province	Prix officiels	Marché noir
1. Bubanza	4360	10000 à 15000	10. Kirundo	4414	12000 à 15000
2. Bujumbura M.	4350	12000 à 15000	11. Makamba	4403	10000 à 14000
3. Bujumbura R.	4350	15000 à 18000	12. Muramvya	4362	10000 à 12000
4. Bururi	4386	12000 à 15000	13. Muyinga	4416	12000 à 15000

5. Cankuzo	4421	10000 à 12000	14. Mwaro	4368	10000 à 14000
6. Cibitoke	4360	15000 à 17000	15. Ngozi	4388	12000 à 15000
7. Gitega	4380	10000 à 15000	16. Rumonge	4375	10000 à 12000
8. Karusi	4401	12000 à 15000	17. Rutana	4405	12000 à 14000
9. Kayanza	4377	12000 à 15000	18. Ruyigi	4404	12000 à 15000
NB: Officiellement les prix minimum d'essence est de de 4000Fbu/lettre alors que la même quantité se vend jusqu'à 15000Fbu/lettre sur le marché noir					

L'impact immédiat et visible de tout le monde sur la pénurie du carburant est la hausse exorbitante des coûts de transport. Faisons une comparaison sur une période de 5 mois pour certains axes.

I.2.2. Coûts de transport: comparaison faite sur 5 mois (31.12.2023-31.05.2024)

AXES	Au 31.12.2023	Au 31.5.2024	AXES	Au 31.12.2023	Au 31.5.2024
Bujumbura- Bubanza	4500Fbu	10.000Fbu	Bujumbua- Rumonge	6000Fbu	20.000Fbu
Bujumbura- Cibitoke	6000Fbu	20.000Fbu	Bujumbua- Ruyigi	16000Fbu	30000Fbu
Buja-Muramvya	6000Fbu	10.000Fbu	Bujumbua- Cankuzo	17000Fbu	50000Fbu
Bujumbura- Ijenda	5000Fbu	20.000fb	Bujumbua- Makamba	14900Fbu	30000Fbu
Bujumbura- Mwaro	6500Fbu	20000Fbu	Bujumbura- Karusi	12000Fbu	40000Fbu
Bujumbura- Gitega	9300Fbu	30000Fbu	Gitega-Rutana	8000Fbu	25000Fbu
Bujumbura- Kayanza	9000Fbu	20.000Fbu	Gitega-Ngozi	6500Fbu	15000Fbu
Bujumbura-	12000Fbu	40000Fbu	Gitega-Karusi	6500Fbu	15000Fbu

Ngozi					
Bujumbura- Muyinga	17000Fbu	50.000Fbu	Gitega-Ruyigi	7000Fbu	20000Fbu
Bujumbura- Kirundo	16300Fbu	50000Fbu	Gitega- Muramvya	4000Fbu	9000Fbu

NB: Il se fait remarquer que les prix ont exponentiellement monté et cela impacte toute la vie nationale. C'est le même constat pour les déplacements à moto où une autre stratégie adoptée est de transporter 2 à 3 personnes à bord d'une moto.

I.2.3. Quelques conséquences de la pénurie du carburant



Sans prétendre être exhaustif, d'énormes effets néfastes dus au manque de carburant ne sont plus à démontrer. On peut citer notamment: la montée en flèche des coûts de transport, le trafic frauduleux qui gagne du terrain, les activités économiques au ralenti, les services d'urgence fonctionnent à peine dans les structures de soins de santé, la flambée des prix pour tous les produits notamment les denrées alimentaires, une faible réponse aux obligations sociales y compris les enterrements, *énormes difficultés de déplacement*, les services publics paralysés,....

Tout en précisant que la pénurie du carburant est devenue une préoccupation nationale, certains officiels burundais précisent que la pénurie du carburant affecte terriblement la vie des citoyens qui ont du mal à se déplacer actuellement. Toutefois, les mêmes officiels ne comprennent pas cette pénurie de la même manière et ne la justifie pas de la même façon.

I.2.4. Position de certains officiels sur la question du carburant

Officiels	Points de vue	Observations
1. Le Président de la République	Reconnais la pénurie du carburant	Justifie cela comme un sabotage de certains cadres pour révolter le peuple contre lui. Promesse de prendre la chose en main
2. Le Premier Ministre	Reconnais la pénurie du carburant	Attribue cela au manque de devises du aux sanctions de 2015 contre le Burundi Aucune solution proposée
3. Le Président de l'Assemblée Nationale	Ne reconnaît pas la pénurie du carburant	Justifie que ce sont des Burundais eux-mêmes qui le vendent au Rwanda Propose qu'il faut traquer les fraudeurs de carburant jusqu'à la peine de mort
4. Le Président du Sénat	Reconnait la pénurie carburant	Accuse le Ministre du commerce d'inertie. Il propose d'essayer avec de nouveaux investisseurs qui accepteraient l'utilisation de la monnaie locale dans le secteur du carburant
5. Le président du parti CNDD-FDD		Précise que c'est une belle occasion pour les Burundais afin de faire du sport en marchant
6. Certains députés	Regrettent cette pénurie	Précisent qu'eux aussi éprouvent des difficultés pour se rendre au travail
7. Le Ministère de l'Intérieur	Ne reconnais pas la pénurie du carburant	Met en place des sanctions contre tous ceux qui vont faire la queue sur les stations service en attente du carburant
8. Le Ministère de l'énergie et des mines	Reconnait la pénurie du carburant et précise qu'il n'est pas produit localement	Promet de ne ménager aucun effort pour que le pays soit toujours approvisionné adéquatement en carburant
9. Le Ministère du commerce et des transports	Avoue que la pénurie du carburant est due au manque des devises	Aucune proposition n'est faite par ce ministère pour faire face à cette problématique

Bureau n° 6
REPUBLIQUE DU BURUNDI

CONTRAVENTION DE POLICE DE ROULAGE

N° OSD. PR. 18/20 94

Commissariat: _____ Poste: _____

Unité Spécialisée: UPR 21A

Date: 2/07/2024

Lieu: _____

Genre et N° véhicule: Pick-up T 4504A

Nom & Prénom du propriétaire: Bagyozi Ndayishimiye Jules

Adresse: _____

Nom & Prénom du chauffeur: Clément Ndayishimiye Ndayishimiye

Raions & amendes (en chiffres)

1) Art de stationnement devant une station service

2) _____

3) _____

4) _____

5) _____

Montant à payer (en chiffres): 50.000 F

(en lettres): Cinquante mille

Contenu du document saisi:

1) Ch + CBS

2) _____

3) _____

® Une amende infligée parce qu'ayant stationné devant une station service à la recherche du carburant

I.3. De la pénurie et cherté du sucre

Alors que la SOSUMO rassure que la production est toujours bonne et suffisante, la population se demande où passe cette production qui fait toujours objet de chantage par certaines autorités. Dans beaucoup de coins du pays, les gens sont au point d'oublier la consommation du sucre. Non seulement il est cher, mais aussi et surtout il est introuvable. A cela s'ajoute la mauvaise distribution sciemment orchestrée par les responsables administratifs pour favoriser le marché noir. Ainsi, revenons sur quelques provinces pour élucider la triste réalité dans la gestion du sucre au Burundi

Province	Prix reel-actuel par Kg	Province	Prix reel-actuel par Kg
1. Bubanza	7000Fbu à 8000Fbu	2. Kirundo	8000F à 10000Fbu
3. Bujumbura M.	9000Fbu à 10000Fbu	4. Makamba	5000F à 7000Fbu
5. Bujumbura R.	4000Fbu à 5500Fbu	6. Muramvya	6000F à 8000Fbu
7. Bururi	9000Fbu à 10000Fbu	8. Muyinga	8000F à 10000Fbu
9. Cankuzo	5000Fbu à 7000Fbu	10. Mwaro	6000F à 8000Fbu
11. Cibitoke	10000Fbu à 12000Fbu	12. Ngozi	6000F à 80000Fbu
13. Gitega	5000Fbu à 8000Fbu	14. Rumonge	5000Fbu à 8000Fbu
15. Karusi	8000Fbu à 10000Fbu	16. Rutana	5000Fbu à 8000Fbu
17. Kayanza	6000Fbu à 8000Fbu	18. Ruyigi	5000Fbu à 10000Fbu
NB: Officiellement, les prix du sucre par Kg est de 3300Fbu mais ne sont nulle part respectés			

I.4. De la pénurie des produits BRARUDI

Le pays est pratiquement dépourvu des produits de la BRARUDI. Et s'il advient qu'il y ait un approvisionnement qui s'offre, les vendeurs de ces produits ne respectent plus les prix officiels.

A partir du 1^{er} juin 2024, la BRARUDI a revu à la hausse des prix de ses produits, mais la problématique persiste. A titre d'exemple, le prix de vente de la Primus 72 cl est passé de 2200Fbu à 2500Fbu la bouteille, celui de l'Amstel 65cl est passé de 3000Fbu à 3500Fbu, et le prix de la bouteille de Fanta est passé de 1500Fbu à 1600Fbu.

Le principe que *“toute chose rare se rend chère”* est prouvé, et une quantité insuffisante est rarement distribuée, ouvrant la porte aux spéculations sur les prix au détail. Les produits BRARUDI profitent donc aux spéculateurs au vu et au su des administratifs qui souvent sont complices ou coauteurs.

Ci-après les prix réels à travers tout le pays:

Province	Primus 72cl	Amstel 65cl	Fanta 30cl		Province	Primus 72cl	Amstel 65cl	Fanta 30cl
1. Bubanza	6000F	8000F	1500F		10. Kirundo	3000F	5000F	1500F
2. Buja M.	4500F	6000F	2000F		11. Makamba	3000F	4000 F	1500F
3. Buja R	4000F	5000F	2500F		12. Muramvya	5000F	7000F	1500F
4. Bururi	3000F	5000F	2000F		13. Muyinga	3000F	5000F	1500F
5. Cankuzo	4000F	6000F	1500F		14. Mwaro	3000F	3300F	1500F
6. Cibitoke	5000F	10000F	2000F		15. Ngozi	3000F	5000F	1500F
7. Gitega	4000F	8000 F	1500F		16. Rumonge	3000F	4000F	1500F
8. Karusi	5000F	8000F	1500F		17. Rutana	3000F	4000F	1500F
9. Kayanza	4000F	10000F	2000F		18. Ruyigi	3000F	5000F	1500F
<p>NB: Les raisons avancées par la BRARUDI pour motiver l'augmentation des prix de ses produits, au 1er juin 2024, sont:l'augmentation des prix des matières leres, des emballages et des frais de transport. Les vraies causes de cette pénurie telles que précisées par des agents de la BRARUDI, sous couvert d'anonymat sont les suivantes : Le manque de devises, une partie de la production est vendue dans les pays voisins pour avoir un peu de devises.</p>								

I.5. Rareté du charbon de bois de cuisson

Le Burundi fait face à une pénurie sévère de charbon de bois, essentiel pour la cuisson. Cette rareté a transformé le charbon en un bien précieux, avec des conséquences directes sur la vie quotidienne des citoyens. Le coût du charbon a triplé, voire quadruplé, rendant son achat difficile pour de nombreux ménages burundais. Ci-après les prix d'un sac de charbon à travers le pays

Province	Prix par sac de charbon	Province	Prix par sac de charbon
1. Bubanza	80.000Fbu à 100.000Fbu	10. Kirundo	60.000Fbu à 80.000Fbu
2. Bujumbura M.	120.000Fbu à 150.000Fbu	11. Makamba	40.000Fbu à 50.000Fbu
3. Bujumbura R.	85.000Fbu à 90.000Fbu	12. Muramvya	40.000Fbu à 50.000Fbu
4. Bururi	30.000Fbu à 50.000Fbu	13. Muyinga	60.000Fbu à 70.000Fbu
5. Cankuzo	30.000Fbu à 50.000Fbu	14. Mwaro	30.000Fbu à 40.000Fbu

6. Cibitoke	80.000Fbu à 100.000Fbu	15. Ngozi	60.000Fbu à 80.000Fbu
7. Gitega	60.000Fbu à 80.000Fbu	16. Rumonge	80.000Fbu à 100000Fbu
8. Karusi	40.000Fbu à 60.000Fbu	17. Rutana	40.000Fbu à 50.000Fbu
9. Kayanza	60.000Fbu à 80.000Fbu	18. Ruyigi	40.000Fbu à 50.000Fbb

➤ **Les principales causes de la rareté du charbon de bois**

Les principales causes de cette crise de bois de chauffage sont notamment la surimposition des produits essentiels par l'OBR, la déforestation à grande échelle, la pénurie de carburant à travers tout le pays qui retarde les livraisons, la détérioration des infrastructures routières, les , l'approvisionnement en carburant sur le marché noir,...

II. TRAVAUX COMMUNAUTAIRES OU TRAVAUX FORCÉS:

CAS DE MURAMVYA

Depuis le mois de février 2024, l'administration provinciale de Murmvyva dit devoir achever coûte que coûte la construction du stade royal de Muramvyva dont les travaux ont débuté en 2008. Tous les chemins sont bons pour terminer ces travaux. En effet, après les contributions forcées demandées à tous les fonctionnaires (rapports précédents), c'est le tour maintenant aux commerçants. Ainsi, en dehors des contributions financières exigées à ces derniers, ils doivent obligatoirement et physiquement se rendre au stade tous les samedis pour les travaux.

Le cas le plus éloquent est celui du samedi le 18 mai 2024. Ceux qui se sont rendus au stade ont reçu une preuve de participation. Ceux qui ne s'y sont pas rendus devront payer une amende de 50.000fbu avant la fin de ce mois. D'aucuns se demandent si c'est réellement des travaux de développement communautaire ou simplement des travaux forcés.

III.LES CONFLITS FONCIERS

III.1. Expropriation foncière abusive teintée de menaces d'emprisonnement par le SNR

Les habitants de Gasenyi Nyakabondo commune Mutimbuzi de la province Bujumbura expropriés de leurs parcelles par le gouvernement du Burundi pour y ériger le palais présidentiel sont menacés par les agents du service national de renseignement.

Ces habitants sont constitués par 2900 familles et réclament des indemnités d'une superficie de 160 hectares. En effet, les familles concernées estiment qu'ils ont été abusivement expropriés et viennent de passer plus de 10ans en réclamant leurs indemnités auprès du gouvernement qui leur avait promis des indemnités proportionnelles aux dommages subis par la perte de leurs parcelles. Après avoir constaté que le règlement à l'amiable n'a pas abouti, ces habitants s'engagent sur la voie judiciaire et ont entamé le processus de collecte des fonds pour engager un Avocat afin de porter plainte devant les juridictions compétentes contre le gouvernement qui n'a pas honoré ses engagements. Ils sont pour le moment menacés par les agents du SNR afin de les faire taire et les décourager de ce processus d'intenter un procès contre le gouvernement.

En effet, les agents du SNR ont d'abord procédé à l'arrestation de leur représentant dans le dossier, en date du 20/03/2024, du nom de Emmanuel Niyongabo et l'ont conduit au cachot de la documentation en mairie de Bujumbura, où il est resté jusque fin mai 2024. Dans ce plan de découragement, les agents du SNR obligent les gens qui ont déjà versé leurs contributions de les retirer afin de relâcher leur leader Emmanuel Niyongabo. Les propriétaires de ces parcelles disent que leurs droits sont bafoués par les autorités du pays, car saisir la justice est un droit reconnu à toute personne qui se sent lésée dans une affaire. Les habitants de cette localité demandent qu'ils soient rétablis dans leurs droits, car vivent-ils dans des conditions très déplorables.

III.2. Conflits fonciers sensibles au genre

a) Cas de la commune Gisagara en province Cankuzo

Sur la colline Camazi de la commune Gisagara, province Cankuzo, Nyamweru Générose veuve et épouse de feu Nsanzurwimo est en difficulté depuis un certain temps. Ngenzi Salvator, le frère de Nsanzurwimo veut chasser la famille de son frère décédé, il y a 10ans, arguant qu'il a acheté cette terre à son frère Nsanzurwimo en ne précisant ni année, ni les témoins de cet achat. La veuve y compris ses enfants dont un qui a plus de 30ans déjà n'ont jamais su que Nsanzurwimo a vendu la propriété foncière familiale (itongo ry'umuryango). Nyamweru Générose dit que son mari n'a jamais vendu la propriété familiale et défie à Ngenzi de lui apporter des preuves d'achat, mais aussi de montrer les limites(uburimbi) de la propriété achetée.. Ngenzi ne parvient à fournir aucune preuve.

Le conflit a été confié au conseil collinaire et la veuve Générose sans moyens n'a pas eu gain de cause suite aux pots-de-vins de Ngenzi, qui d'ailleurs est commerçant. Au niveau de l'administration communale, Ngenzi aurait également influencé la décision de même qu'au niveau du tribunal de Résidence de Gisagara. Au niveau du Tribunal de grande instance de Cankuzo, celui-ci exige que la famille de feu Nsanzurwimo reformule ses plaintes.

Générose Nyamweru ne comprend pas pourquoi le TGI Cankuzo lui demande de reformuler ses plaintes et y voit aussi une odeur de corruption. Néanmoins, la terre litigieuse est toujours exploitée par la famille feu Nsanzurwimo, mais Ngenzi la menace de déguerpir quand bien même le tribunal ne s'est pas encore prononcé définitivement.

b) Cas de la commune Mutimbuzi de la province Bujumbura

TUNUGURU Jeanne est une veuve qui détient une parcelle sur la colline Rubirizi, zone Rubirizi commune Mutimbuzi de la province Bujumbura. TUNUGURU Jeanne est menacée par des individus qui veulent la chasser de sa parcelle alors qu'elle avait gagné le procès depuis 2019 contre la succession BUCUMI Albert représentée par Ndayishimiye Jacqueline. Celle-ci joue la complicité avec des gens influents au CNDD-FDD à Mutimbuzi dont un officier de policier, du nom de Saidi Juma et Nestor Kubwayo en proférant des menaces de mort à TUNUGURU Jeanne afin de l'intimider et l'obliger à renoncer à la propriété de sa parcelle. TUNUGURU

Jeanne et ses voisins précisent que cette menace a été planifiée par ces personnes susdites qui veulent s'approprier de sa parcelle par force et la vendre directement. Même le chef de cellule Rubirizi Bernard Nsengiyumva témoigne que cette parcelle appartient bel et bien à TUNUGURU Jeanne et que ces derniers veulent la chasser en usant de leurs positions qu'ils occupent dans le système au pouvoir.

En 2022, dans une conférence publique, TUNUGURU Jeanne a soumis son cas au Président de la République et celui-ci lui a promis une audience et elle a été effectivement reçue après quelque jours de la conférence publique. Après cette audience, la Présidence de la République a demandé à TUNUGURU Jeanne de lui adresser une correspondance et elle a fait cela. En réaction à la correspondance produite par TUNUGURU Jeanne (le 27/09/2023), la Présidence de la République a dépêché et ordonné le gouverneur de la province Bujumbura de se saisir de la question et remettre la veuve TUNUGURU Jeanne dans ses droits. La présidence a également adressé une correspondance au Ministre de la Justice de suspendre toute vente et/ou toute activité sur cette parcelle litigieuse..

REPUBLICQUE DU BURUNDI

Bujumbura, le 15/11/2022

CABINET DU PRESIDENT

N° 100/CAB/ /2022

2955

Transmis Copie pour Information à :

Son Excellence Monsieur le Premier Ministre,
Avec les Assurances de ma Très Haute Considération

A Madame le Ministre de la Justice

à

BUJUMBURA

OBJET : Suspension de vente et des activités de construction
 dans la propriété litigieuse en cause TUNUGURU Jeanne
 contre la succession BUCUMI Albert (RC 3285/2009,
 RMPG1692/KM).

Madame le Ministre,

En date du 27/09/2022, Madame TUNUGURU Jeanne a adressé une correspondance à son Excellence Monsieur le Président de la République en vue de demander qu'une décision d'urgence soit prise dans une affaire foncière qui l'oppose à la succession BUCUMI Albert représentée par NDAYISHIMIYE Jacqueline.

Elle sollicite l'interdiction d'opérer une quelconque mutation de la propriété litigieuse sise à RUBIRIZI-KAROMBO, dans la Province de Bujumbura, et d'empêcher aussi les travaux de construction et qui sont en train d'être menés par la partie adverse en attendant la clôture définitive du dossier par les juridictions compétentes.

Elle regrette plutôt que les mesures de suspension de ces travaux de construction et de vente qui avaient été prises, successivement, par le Gouverneur de la Province BUJUMBURA et le Ministère Public œuvrant dans cette localité, en date du 8/7/2021 et du 30/8/2021, n'ont jamais été respectées pour une raison qu'elle ignore.

Ainsi, pour éviter des situations irréversibles à la clôture définitive du dossier, il vous est recommandé ce qui suit :

- ordonner le Procureur Général de la République de faire respecter les mesures qui ont été prises par les autorités provinciales de Bujumbura et traiter les parties dans les mêmes conditions pendant le cours normal de leur affaire.
- Donner des injonctions aux détenteurs du dossier de le clôturer dans les meilleurs délais.

Je vous prie d'agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

**LE CHEF DU CABINET CIVIL DU
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

Aloys SINDAYIHEBURA

Colonel.



COPIE POUR INFORMATION à :

- Monsieur le Procureur Général de la République
- TUNUGURU Jeanne
- La succession BUCUMI Albert

IV.SANTE

✓ *Une situation insupportable dans le secteur de la santé*

Des sources concordantes au sein du secteur sanitaire affirment que la situation devient de plus en plus grave. Des réquisitions de médicaments sont momentanément annulées. " *Nous venons de passer trois semaines sans carburant. Nous avons besoin de faire la réquisition des médicaments mais, il nous est pratiquement impossible d'y parvenir faute de carburant* ", regrette une personne, cadre du district de la province sanitaire de Ngozi. « *Les centres de santé ont fait des commandes des médicaments mais nous n'avons aucune réponse* », poursuit le même individu.

Dans ces provinces du nord, les cas de transferts des CDS aux hôpitaux sont momentanément arrêtés. " *Aujourd'hui, les transferts sont stoppés, même pour les cas les plus graves de maternité ou d'accidents. Les familles des patients se chargent elles-mêmes de ces transferts par location des voitures ou des motos à des prix élevés* ", nous ont confié un médecin généraliste de l'hôpital de Muyinga et un titulaire du centre de santé du district sanitaire de Vumbi en province Kirundo. " *Nous sommes très attristés par cette situation. Les cas de décès infantiles et maternels deviennent nombreux* ", poursuit ce titulaire. Ce technicien médical nous a fait savoir qu'ils ne sont pas permis de donner le bilan des morts causés par cette pénurie de carburant.

V.JUSTICE

a. Kirundo: Incarcération d'un mineur tanzanien

Depuis le 17 mai 2024, un mineur de moins de 10ans, de nationalité tanzanienne est au cachot du parquet de Kirundo. Alors qu'il était perdu, ce petit garçon du nom de Melchicedek et âgé d'entre 8 et 9 ans a été arrêté par la police au centre de Gasura en commune de Vumbi de la province de Kirundo. Des sources concordante à Vumvi et au TGI Kirundo font remarquer que cet enfant ne parle que Swahili et il leur a dit qu'il est d'origine tanzanienne".Selon notre source, cet enfant aurait signifié qu'il a traversé la frontière de Kobero étant accroché sur un camion

remorque ("Kudunyura "en Kirundi) mais ne savait pas exactement là où il allait et a plus forte raison n'a pas su qu'il traversait la frontière tanzanienne. Ils disent que pour le moment l'enfant reçoit de quoi manger à travers les autres. Il attend les restes de nourriture des autres selon les témoins. Une source policière nous a indiqué qu'à son arrivée, l'enfant était avec les adultes dans une chambrette sale et ayant une mauvaise odeur, mais par après il a été déplacé vers une autre appelée VIP car il ne recevait pas de quoi manger. Malgré cela, l'enfant est détenu dans de mauvaises conditions: Il n'a ni vêtements, ni matériel de couchage, ne reçoit pas de visite (il est obligé de rester à l'intérieur du cachot) et est dans une même cellule que les adultes.

b. Kayanza: Assassinat d'un citoyen à Kabarore

En date du 10/05/2024, deux imbonerakure de la commune Kabarore dont NIYUKURI Victor ont sauvagement assassiné un jeune homme de 22ans du nom de NSABIMANA Philippe

Ces deux imbonerakure l'ont arrêté sur la colline Ryamukona de la commune Kabarore en province Kayanza, alors qu'il se rendait au marché de IVIRO situé sur le territoire du Rwanda de l'autre côté de la frontière. Les témoins sur les lieux précisent que NSABIMANA Philippe n'avait rien sur lui. En pleine journée, vers 14h, le bourreau NIYUKURI Victor en patrouille s'est jeté sur la victime et sans rien lui demander l'a tabassée jusqu'à ce qu'elle rende l'âme. Constatant que Philippe venait de perdre le souffle, les deux Imbonerakure l'ont jeté dans la Kanyaru, rivière constituant la frontière entre le Burundi et le Rwanda.

Après ce jet du cadavre dans la Kanyaru, les populations qui avaient assisté de loin cela ont directement appelé la police et du coup ont attrapé ces bourreaux. Pris de colère, les gens ont failli les lyncher n'eut été l'intervention rapide de la police qui a empêché la justice populaire. La police a conduit les deux assassins au cachot du parquet de Kayanza. Le corps sans vie de Philippe a été tiré de la Kanyaru et a été conduit à la morgue du centre de santé de Ryamukona.

A la suite de cet assassinat, une audience de flagrance a été tenue au 13/05/2024, et une peine carcérale à perpétuité a été prononcée, ainsi que le paiement d'un dédommagement moral de quinze millions à la famille du défunt. Le procès a eu lieu au Tribunal de Grande Instance de Kayanza contre les deux hommes accusés d'assassinat de NSABIMANA Philippe

VI. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Dans ce rapport de mai 2024, force est de constater que la situation des droits économiques, sociaux et culturels est très inquiétante au regard de quelques considérations comme le manque criant de devises, du carburant, des produits BRARUDI, du sucre et du charbon de bois et autres produits de première nécessité. Il se fait remarquer que suite au manque criant de ces produits avec plein de conséquences néfastes, l'on s'interroge comment cette situation va se résoudre dans une insouciance manifeste des dirigeants.

De tout ce qui précède, le FORSC émette les recommandations suivantes :

Au Président de la République et son Gouvernement

1. Au Président de la République

- ✧ Convoquer les états généraux sur l'économie nationale et prendre des mesures stratégiques pour la maîtrise de la politique monétaire burundaise
- ✧ Promouvoir une bonne gouvernance et prendre des mesures coercitives contre les sapeurs de l'économie nationale,
- ✧ Promouvoir la coopération internationale et créer un environnement propice pour les investisseurs étrangers
- ✧ Assurer la sécurité, le respects des droits humains et la réouverture de l'espace civique pour redorer l'image du Burundi à travers le monde

2. Aux Ministres en charge de énergie et des mines ainsi que celle en charge du commerce

- ✧ Mettre en place des stratégies durables de maîtrise de la flambée des prix des produits de 1^{ère} nécessité
- ✧ Mettre en place des stocks stratégiques carburant pour maîtriser les fluctuations des prix du carburant

3. Au Ministre de l'intérieur, du développement communautaire et de la sécurité publique

- ✧ D'assurer la sécurité des citoyens et prendre des mesures coercitives contre les Imbonerakure qui sèment l'insécurité et tuent la population burundaise innocente et sans vergogne